

Droit et justice en France

EC1. Le droit en France

I. Le droit au quotidien

Pourquoi, dans notre vie, le droit est-il une nécessité ?

A. Le droit, des règles pour vivre en société

Document projeté

Le droit désigne l'ensemble des règles écrites qui s'imposent à tous dans les relations entre les personnes. Il crée des obligations. Il est visible au quotidien.

Document projeté

B. Le droit, des règles établies par l'Etat

Document projeté

Depuis la Révolution française, la **loi** est la principale source de droit. Issue d'un débat public, elle est l'expression de la volonté générale et tous doivent la respecter.

Document projeté

Le **Conseil constitutionnel** veille à sa conformité avec la Constitution.

II. Le droit européen en France

Comment le droit européen s'applique-t-il dans notre vie ?

A. Le droit européen est au-dessus du droit français

Document projeté

La France fait partie de l'Union Européenne (UE) depuis ses débuts, comme 27 autres pays. Elle participe à son fonctionnement.

Document projeté

L'UE adopte des règlements et **directives** qui s'imposent aux Etats membres.

Document projeté

La **Cour de justice de l'Union Européenne** veille au respect de ces règles.

B. Les Français et le droit européen au quotidien

Document projeté

Le droit européen fait partie de la vie quotidienne des Français : monnaie unique (euro), normes européennes pour les marchandises et denrées alimentaires,...

EC2. La Justice garante du respect du droit

I. L'accès à la justice et au droit

Comment la justice garantit-elle le respect du droit ?

A. La justice au service de tous

Document projeté

En 1789, l'Etat a institué une seule justice, la sienne. Indépendante, la justice est exercée par des **magistrats**.

Document projeté

Les **juges** prononcent des jugements en application de lois regroupées dans des codes, les mêmes pour tous.

Document projeté

Des auxiliaires de justice participent à son fonctionnement comme les **avocats** par exemple.

B. Tous justiciables

Document projeté

Chacun, sans distinction peut recourir à la justice. Elle est gratuite, mais l'Etat a créé **l'aide juridictionnelle** car tout procès entraîne des frais.

Documents projetés

Il y a aussi la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg en cas de recours.

II. 3 études de cas

Que nous apprennent ces 3 exemples sur le déroulement de la justice française ?

Synthèse des trois études de cas (2 textes et une vidéo).

	affaire jugée ?	qui rend la justice ?	autres intervenants ?	verdict ?
Conseil de prud'hommes	heures supplémentaires non payées	les conseillers	les avocats	conciliation
tribunal correctionnel	conduite en état d'ivresse	la présidente di tribunal	la prévenue, le procureur et l'avocate de la défense	amende de 500 euros et suspension pour 2 mois du permis
cour d'assises	violences sur autrui	la cour et le jury	l'accusé, les victimes, l'avocate générale et les avocats	10 ans de réclusion criminelle

III. Différents types de tribunaux

Quels sont-ils et que jugent-ils ?

A. Le Conseil de prud'hommes

Document projeté

Le conseil de prud'hommes est une juridiction civile qui règle les différends entre salariés et employeurs au sujet du contrat de travail. Dans 98% des cas, il est saisi par les salariés, qui demandent le respect de leurs droits : salaires non payés, licenciements contestés...

B. Le tribunal correctionnel

Vidéo

Le tribunal correctionnel est une juridiction pénale qui juge les délits : vols ; violences, infractions dans le domaine de la circulation routière,... Ils sont passibles d'amendes, et pour la plupart de peines d'emprisonnement.

C. La cour d'assises

Vidéo

La cour d'assises juge les infractions les plus graves, les crimes : meurtres, viols,... Composée de trois juges et de neuf citoyens, les jurés, elle rend des arrêts. Elle peut condamner l'accusé, s'il est reconnu coupable, à une peine de réclusion criminelle.

IV. La justice des mineurs

Comment fonctionne-t-elle ?

A. Une longue évolution

Document projeté

Avant 1789, les enfants sont soumis aux mêmes peines que les adultes. Au XIX^{ème} siècle, les jeunes sont soit placés dans des prisons pour mineurs, soit soumis à des travaux.

Document projeté

La loi du 22 juillet 1912 fixe un âge pour la responsabilité pénale des mineurs, 13 ans et décide de créer le tribunal pour enfants. **L'ordonnance du 2 février 1945** affirme que le mineur délinquant est un jeune à aider.

B. Elle protège

Document projeté

La justice garantit les droits de l'enfant.

C. Elle sanctionne

Documents projetés

Selon la loi, toute mesure prise à l'encontre d'un mineur doit être éducative.